



COMMUNIQUÉ

DES RESPONSABILITÉS INÉDITES POUR LE MOUVEMENT SYNDICAL

Le premier tour des élections présidentielles a donc délivré ses résultats : les quatre principaux candidats sont séparés de moins de cinq points et ce sont Marine Le Pen et Emmanuel Macron qui sont en lice pour le second tour.

Indépendante mais pas neutre, l'UFSE-CGT considère que les programmes et les orientations portés par les deux prétendants, purs produits du système et parfaits représentants des élites, sont aux antipodes des nécessités qu'appelle la situation et des intérêts de la population, en premier lieu des travailleuses- travailleurs.

Ce qu'ils préconisent pour la Fonction publique en constitue une démonstration incontestable.

Emmanuel Macron, acquis aux thèses libérales et ami des patrons, envisage notamment de nouvelles coupes drastiques dans les dépenses publiques socialement utiles – pas celles concernant les aides dispenseuses et inutiles octroyées aux entreprises, que l'on se rassure – à hauteur de 60 milliards d'euros, dont 25 par l'Etat et 10 pour les collectivités territoriales. Il prévoit des suppressions d'emploi à hauteur de 120 000, 70 000 pour l'Etat et 50 000 pour les collectivités. Il veut réinstaurer le jour de carence et accroître la part de la rémunération au mérite. Enfin, avec son projet de « retraite universelle », Emmanuel Macron, sous couvert d'équité veut introduire pour tous un inacceptable régime de retraites par points et mettre fin à tous les régimes spéciaux.

Quant à Marine Le Pen, son maquillage social ne saurait faire illusion. Ainsi, elle entend supprimer les régions et les intercommunalités dans le but essentiel de réduire les dépenses, en particulier par des suppressions d'emplois. La remise en route du jour de carence ne lui suffit pas : elle compte en imposer deux. Et puis, elle affirme sa volonté de recruter des fonctionnaires « patriotes », traduire par qui prônent la préférence nationale. Un tel principe inacceptable signifierait de surcroît la mise à mal du recrutement par concours.

Sur les retraites, Marine Le Pen entretient un flou qui l'arrange bien, dont le retour à l'âge légal de 60 ans ne saurait la dédouaner. Ceci étant, on sait que certains régimes spéciaux seraient supprimés (porte ouverte à leur remise en cause globale). On sait également que le minimum vieillesse serait octroyé aux seules personnes de nationalité française ou celles résidant en France depuis au moins 20 ans, mesure au caractère profondément xénophobe.

Même habillé de pseudo vertus républicaines, le fonds de commerce de Marine Le Pen demeure la xénophobie, les discriminations et les atteintes aux libertés. **A la CGT, nous ne comptons certainement pas oublier que là où le FN accède au pouvoir, il s'en prend à l'exercice du droit syndical, aux militantes et aux militants.**

Toute voix portée sur Marine Le Pen est donc une voix de trop !

Mais, le combat contre le FN, ses idées nauséabondes et dangereuses, est indissociable de la mise en œuvre de politiques en rupture avec celles suivies depuis trop longtemps.

Ce sont les cadeaux faits à la finance, les privilèges accordés toujours à la même petite minorité, les renoncements et les reniements qui conduisent à la montée de l'extrême droite et à cette impasse.

La CGT, les organisations syndicales, ont un rôle irremplaçable pour combattre cette insupportable menace en proposant et en construisant, plus fortement que jamais, un projet syndical offensif, conquérant et porteur d'espoir. Les luttes défensives, porteuses de retrait et d'abrogation, pour légitimes qu'elles soient, ne suffisent pas.

Il faut sans attendre populariser nos propositions alternatives, faire que les salariés en soient les acteurs, obtenir les succès indispensables, en s'appuyant sur l'unité la plus large.

C'est vrai partout et dans la Fonction publique à l'évidence.

Pour sa part, l'UFSE-CGT s'inscrit résolument dans un tel projet.

Sans attendre, elle appelle tous les agents de la Fonction publique à s'emparer massivement du 1^{er} mai, pour en faire un temps fort d'expression, de lutte, de solidarité internationale et de manifestations.

Montreuil, le 27 avril 2017